

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LÉGISLATIVES - 2^{me} CIRCONSCRIPTION DU LOT

SCRUTIN DE BALLOTTAGE

UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 4 Mars, 19099 électrices et électeurs de la 2^{me} circonscription du Lot m'ont accordé leur confiance. Ce chiffre représente 1800 voix de plus que le 23 Juin 1968 et près de 4000 voix de plus que le 5 Mars 1967. A ceux qui, en ces deux occasions, étaient déjà avec moi, et à ceux qui sont venus grossir leur nombre, j'exprime en mon nom personnel et au nom de tous les républicains épris de progrès, de justice et de liberté, ma gratitude et ma reconnaissance.

Ce succès témoigne avec éclat des liens tissés depuis six ans, jour après jour, entre l'ensemble d'une population laborieuse, ses élus municipaux et cantonaux et celui à qui ils avaient donné mandat de les représenter au Parlement. Il témoigne aussi du travail réalisé en commun, sans sectarisme, dans le meilleur esprit de coopération, travail grâce auquel des résultats incontestables ont été obtenus dans tous les domaines.

Mais ce succès, si remarquable soit-il, n'a pas suffi à assurer notre victoire et celle-ci — pourquoi le cacher ? — demeure incertaine en raison de la menace que fait peser sur elle la coalition socialo-communiste dont les objectifs purement électoraux, apparaissent maintenant en pleine lumière.

A tous ceux qui m'ont fait confiance dimanche dernier, je demande, par conséquent, un soutien accru, des efforts redoublés, je leur demande de se mobiliser totalement au service d'une cause qui nous est commune et dont ils savent que c'est une juste cause, afin que, dans toutes les maisons, dans tous les foyers, aucune voix ne manque aux républicains de progrès pour barrer la route au front marxiste.

A ceux qui se sont momentanément écartés de moi, parce qu'ils connaissent dans leur situation personnelle, quelques difficultés particulières, parce qu'ils éprouvent un mécontentement souvent légitime ou parce qu'ils

se sont laissé abuser par des promesses, je leur demande de se ressaisir, de s'élever au dessus de leur malaise et de venir nous rejoindre. J'ai, dans le passé, donné la preuve que je suis au service de tous et, si je n'ai pu résoudre tous les problèmes, je suis prêt à me pencher sur le sort de chacun.

L'analyse du programme de nos adversaires a révélé son inconsistance et ses incohérences, tant au plan national qu'au niveau local. Ce n'est qu'un catalogue de promesses pour la plupart irréalisables et sa mise en œuvre aboutirait, à brève échéance, à la destruction de notre économie, à la disparition de la propriété privée et à la suppression de nos libertés. C'est, en outre, le moyen sur lequel compte le Parti Communiste pour s'emparer, progressivement des leviers de commande et imposer à notre pays, une bureaucratie omniprésente et un pouvoir totalitaire.

Les Français, dans leur ensemble, l'ont d'ailleurs bien compris et les résultats nationaux du 4 Mars font apparaître que, dimanche prochain, la coalition socialo-communiste n'obtiendra pas la majorité à l'Assemblée Nationale. Dans ces conditions, qu'auraient à gagner le Lot et les Lotois, à être représentés par deux députés de l'opposition, deux députés tributaires du Parti Communiste auquel ils devraient, l'un et l'autre, leur élection ?

S'il en était ainsi, notre département ne tarderait pas à retomber dans la léthargie où nous l'avons trouvé en 1967 et s'excluerait à nouveau du grand courant de rénovation et de modernisation de notre pays auquel j'ai voulu le faire participer.

A tous, je demande un effort de sagesse, de raison. Élu en 1967, réélu en 1968, je peux dire sans crainte d'être démenti, que j'ai rempli mon contrat et accompli mon devoir. J'ai accordé mon aide, dans la mesure du possible, à tous ceux qui me l'ont demandée. J'ai travaillé sans relâche avec tous les élus locaux, sans exception; je n'ai eu d'autre préoccupation que celle du bien public.

La route que nous avons suivie ensemble, est déjà longue, mais c'est surtout devant nous que nous devons regarder, si nous voulons préparer l'avenir. Le choix qui vous est proposé le 11 Mars, est décisif : je vous adjure de ne pas céder à la tentation du mirage, de vous détourner du chemin sans issue de la contrainte, et du malheur. Je vous offre au contraire, de continuer à suivre fraternellement avec nous la voie que nous a indiquée le Président de la République, qui est celle de la raison, du progrès et de la liberté.

BERNARD PONS

Suppléant : **GUY MURAT**